



GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉPÉNALISATION UNIVERSELLE DE L’HOMOSEXUALITÉ

QUELLE STRATÉGIE À L'ONU EN FAVEUR DE LA DÉPÉNALISATION UNIVERSELLE DE L'HOMOSEXUALITÉ ?

COMPTE-RENDU

RÉUNION AUTOUR DE LOUIS-GEORGES TIN, UNIVERSITAIRE,
PRÉSIDENT DU COMITÉ IDAHO ET PRÉSIDENT DU CRAN

décembre 2012

Compte-rendu de la rencontre organisée dans le cadre du Groupe de travail sur la dépénalisation universelle de l’homosexualité dirigé par Frédéric Martel, directeur de recherche à l’IRIS, qui s’est tenue à l’IRIS, à Paris, le 19 novembre 2012.

QUELLE STRATEGIE A L'ONU EN FAVEUR DE LA DEPENALISATION UNIVERSELLE DE L'HOMOSEXUALITE ?

Compte-rendu de la réunion qui s'est tenue autour de Louis-Georges TIN, universitaire, Président du comité IDAHO et Président du CRAN

Longtemps l'homosexualité a été considérée comme un sujet privé. Or, depuis quelques décennies, elle apparaît clairement comme **un enjeu politique, et même géopolitique**. En témoigne par exemple la « déclaration » en faveur de la dépénalisation de l'homosexualité, prononcée lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2008. Initiateur de la journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie, Louis-Georges Tin est également à l'origine de cette initiative aux Nations Unies.

Puisque le sujet est géopolitique, on pourrait esquisser une rapide carte de la situation, région par région, en Europe, en Amérique, en Afrique, en Asie. Pour l'Europe, le clivage Nord-Sud a longtemps été pertinent. Dans les pays du Sud (qui ne pénalisaient pas), une tolérance relative pouvait exister, contrairement à ce qu'il en était dans les pays du Nord, très marqués par un certain puritanisme d'inspiration protestante. Au cours du dernier tiers du XXe siècle cependant, la tendance s'inverse : l'Europe du Nord devient plus libérale sur ce sujet, tandis que les pays du Sud semblent plus crispés sur la question « gay ». Mais depuis une décennie, avec le combat pour le droit au mariage pour tous, les cartes sont brouillées : l'Espagne et le Portugal l'autorisent, tandis que la France ou l'Allemagne ne l'ont toujours pas mis en place en 2012. Le clivage dominant semble alors l'opposition entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est.

En Amérique, la tolérance et la liberté sur ce sujet ont longtemps été l'apanage des Etats-Unis (Stonewall, premières Gay Prides à San Francisco et New York, élection de Harvey Milk...), l'Amérique latine étant apparemment plus conservatrice et plus machiste. Mais à partir des années 2000 et du refus par référendum du mariage dans de nombreux Etats, les Etats-Unis ont donné l'impression de stagner, voire de reculer. Et c'est peut-être en

Amérique latine que la situation a le plus avancé, en Argentine, par exemple, à Mexico, voire au Venezuela ou à Cuba, où se développe un discours aux accents volontiers bolivariens, qui entend s'opposer au conservatisme américain à cet égard. La réélection de Barack Obama va-t-elle changer la donne en Amérique du Nord ? C'est possible.

L'Afrique, contrairement à ce que certains aimeraient faire croire, n'est pas un bloc monolithique sur les questions LGBT. L'Afrique du Sud, qui avait pris le leadership moral dans le combat contre le racisme, n'a pas hésité à prendre aussi un certain ascendant dans le combat contre l'homophobie, avec des figures comme Nelson Mandela et Desmond Tutu, qui se sont illustrés dans l'une et l'autre cause. L'Afrique du Sud est devenue le premier pays du monde à intégrer « l'orientation sexuelle » dans sa constitution, et le mariage des couples de même sexe y est autorisé, même si les pratiques ne sont pas toujours en phase avec la loi. Mais du coup, certains pays ont alors estimé que l'Afrique du Sud avait beau être au Sud, qu'elle était de fait aussi décadente que les pays du Nord. Et certains dirigeants ont critiqué ce manquement aux « valeurs africaines », espérant de ce fait ravir à l'Afrique du Sud le leadership moral qu'elle semblait exercer sur le continent. La situation, on le voit, est assez complexe.

Quant à l'Asie, elle est tellement diverse et complexe, qu'il paraît encore plus difficile de dresser une carte géopolitique de l'homosexualité dans un espace aussi vaste, et aussi disparate, avec des pays aussi différents qu'Israël et la Jordanie, la Russie et la Chine, l'Inde et le Japon, l'Iran et le Cambodge.

Quoi qu'il en soit, ce petit panorama laisse à voir que l'enjeu n'est pas seulement Nord/Sud, et il convient d'ajouter que d'un point de vue géopolitique, le Vatican joue un rôle majeur sur cette question-là.

En 2008, la déclaration pour la dépénalisation de l'homosexualité faite à l'Assemblée Générale des Nations Unies constitue une première historique. La campagne commence en 2006. A cette date, en effet, le Comité IDAHO (International Day Against Homophobia and Transphobia) a lancé un appel sur ce sujet, soutenu par de nombreux Prix Nobel, artistes de renom, intellectuels, politiques, etc. Puis le comité IDAHO a sollicité plusieurs Etats

susceptibles de porter le texte aux Nations-Unies. La France a accepté de soutenir cette campagne. Aussitôt, elle a mobilisé plusieurs pays sur chaque continent, et après une campagne diplomatique réussie, 66 Etats se sont déclarés en faveur du texte, rejoints en 2008 par les Etats-Unis d'Obama, portant à 67 le nombre d'Etats qui soutiennent la déclaration.

Mais cette déclaration s'accompagne d'une contre-déclaration, signée par 56 pays. Des sources non officielles nous autorisent à penser, indique Louis-Georges Tin, qu'elle a été faite à l'instigation du Vatican qui ne l'a cependant pas signée, sous-traitant le « sale boulot » aux pays de l'OCI (Organisation de la coopération islamique). Le texte indique que la dépénalisation de l'homosexualité pourrait entraîner bestialité, inceste et zoophilie - rien de moins.

En fait, le Vatican tente de trouver une position d'équilibre, en se positionnant officiellement à la fois contre la pénalisation et contre le mariage des couples de même sexe. En 1992, Jean-Paul II avait estimé que certaines discriminations envers les homosexuels étaient justes, et c'est donc en partie la présence du mot « discrimination » dans le texte de 2008 qui a amené le Vatican à faire campagne contre la déclaration, et à s'abstenir. Mais il est vrai que l'on entend beaucoup plus le Saint-Siège dans sa campagne contre le « mariage gay » que dans sa campagne contre les violences contre les gays...

Cependant, l'évolution des rapports de force paraît encourageante, et laisse à penser qu'une « résolution » (plus contraignante qu'une simple « déclaration », dans le droit international) est envisageable. Pourtant, depuis le départ de Rama Yade, la position de la France est en berne dans ce domaine. Bernard Kouchner, Michèle Alliot-Marie et Alain Juppé s'étaient engagés en ce sens, mais n'ont guère avancé. Peu de temps après son élection, François Hollande avait reçu Louis-Georges Tin, et s'était engagé lui aussi à porter une résolution avant la fin de l'année aux Nations Unies. Cette promesse n'a pas été tenue. Le Comité IDAHO avait proposé en 2008 qu'un fonds contre l'homophobie à destination des sociétés civiles soit mis en place. Le budget est passé de 140 000 euros annuel à ses débuts à 25 000 euros aujourd'hui, ce qui le rend totalement inopérant (les Etats-Unis ont créé un fonds semblable doté d'un budget 100 fois plus important...). Quant à la stratégie énoncée

initialement, elle supposait qu'il fallait laisser agir les différents groupes continentaux, notamment l'Afrique du Sud. Or le pays est tiraillé entre le Nord et le Sud et, par peur de perdre son leadership en Afrique, refuse depuis quatre ans de porter la résolution au sein des Nations Unies. La France s'est en revanche engagée depuis 4 ans à porter cette résolution. François Hollande a confirmé cette promesse. Or la situation n'avance guère. C'est pourquoi il convient, selon les mots de Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, de « remettre en marche la machine diplomatique ».

Compte-rendu rédigé par Badis Boussouar

QUELLE STRATEGIE A L'ONU EN FAVEUR DE LA DEPENALISATION UNIVERSELLE DE L'HOMOSEXUALITE ?

Compte-rendu de la réunion qui s'est tenue autour de Louis-Georges TIN, universitaire, Président du comité IDAHO et Président du CRAN

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DEPENALISATION UNIVERSELLE DE L'HOMOSEXUALITE

Dirigé par Frédéric Martel, directeur de recherche à l'IRIS

Si vous souhaitez participer à ce groupe de travail et être informé des prochaines séances, merci de nous contacter : martel@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS - France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org

www.affaires-strategiques.info